

Par Paul Nantulya

9 décembre 2024

La Chine tire parti de ses exercices d'entraînement militaire avec les forces africaines pour renforcer ses capacités expéditionnaires et ses ambitions géostratégiques.



Un avion de transport militaire Y-20 de l'armée de l'air de l'APL. (Photo : AFP/ImagineChina/Liang Jucong)

Les exercices militaires de deux semaines, organisés par la Chine avec la Tanzanie et le Mozambique en juillet et août 2024, ont marqué une expansion significative de l'engagement de l'Armée populaire de libération (APL) en Afrique. Le déploiement chinois de la taille d'un bataillon (environ 1 000 soldats) a effectué des entraînements terrestres et maritimes comprenant des patrouilles maritimes, des opérations de recherche et de sauvetage et des exercices de tir réel avec leurs homologues tanzaniens et mozambicains dans le cadre d'exercices baptisés « Paix et Unité 2024 ». Environ deux douzaines de types d'armes et d'équipements différents ont été impliqués, y compris des armes légères, de l'artillerie lourde, des microdrones et divers véhicules de reconnaissance et d'infanterie.

Les forces terrestres, navales, aériennes et marines de l'APL y ont pris part. Les troupes et les armements de la Force de soutien logistique conjointe de l'APL, créés pour rationaliser la capacité expéditionnaire de l'APL, ont été présentés pour la première fois, tout comme la Force de soutien à l'information de l'APL.

Les troupes chinoises ont été transportées depuis la Chine continentale dans divers véhicules, y compris des moyens de transport stratégiques de la marine et de l'armée de l'air, tels que l'avion de transport stratégique Y-20 et les chalands de débarquement amphibie de type Yuzhao.

C'était une première. Lors des exercices précédents, les déploiements de l'APL s'étaient faits de sa base à Djibouti ou de patrouilles de lutte contre la piraterie. L'exercice de l'APL en Biélorussie avant « Paix et Unité 2024 » avait présenté les mêmes capacités stratégiques aériennes et de transport maritime, mais les exercices en Tanzanie ont requis une distance de déploiement beaucoup plus longue.

La phase maritime a consisté en des manœuvres au large des côtes mozambicaines. La phase terrestre s'est déroulée au centre de formation polyvalent construit par la Chine à Mapinga, en Tanzanie. L'ensemble de l'exercice comprenait des éléments de forces adverses non prévus, des manœuvres d'armes multinationales et des débarquements amphibies.

« Paix et Unité 2024 » a souligné l'importance de l'Afrique en tant que terrain d'essai pour la projection de puissance, la préparation et les capacités de combat de l'APL.

« Paix et Unité 2024 » a mis en évidence l'amélioration de la capacité de l'APL à projeter de l'infanterie, des blindés, de l'artillerie et des unités de soutien sur de vastes distances. Elle a également souligné l'importance de l'Afrique en tant que terrain d'essai pour la projection de puissance, la préparation et les capacités de combat de l'APL.

LA STRATÉGIE MILITAIRE DE L'APL EN AFRIQUE FAIT PARTIE DE LA VISION GÉOSTRATÉGIQUE DE LA CHINE

La stratégie chinoise de « sortie » (zouchuqu zhanlue, 走出去战略) et les directives des « Nouvelles missions historiques » (xin de li shi shi ming, 新的历史使命) ont entraîné de nombreux changements dans la doctrine de l'APL et sa modernisation ultérieure. Promulguée en tant que stratégie nationale en 2000, la stratégie de sortie, parfois appelée Stratégie d'expansion à l'étranger, est une initiative de l'État chinois visant à soutenir les entreprises d'État pour qu'elles se délocalisent à l'étranger et s'assurent de nouveaux marchés et de nouvelles ressources. Elle a jeté les bases d'initiatives menées par la Chine, telles que le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), également créé en 2000, et « Nouvelles Routes de la Soie » (rebaptisée par la suite « Initiative de la Ceinture et de la Route » à l'intention du public international), établie en 2012.

En 2017, plus de 10 000 entreprises chinoises – pour la plupart des entreprises d'État – étaient opérationnelles en Afrique. Cela comprend 62 projets portuaires et environ 700 milliards de dollars de contrats financés par la dette dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route » entre 2013 et 2023.

Les dimensions sécuritaires et géostratégiques de cette empreinte croissante de la République populaire de Chine (RPC) en Afrique ont élargi les scénarios de l'APL en matière de stratégie, de doctrine et de formation.

Les nouvelles missions historiques publiées en 2004 exigent de l'APL qu'elle « renforce et défende les capacités et les intérêts de la Chine à l'étranger ». Ce principe est codifié dans les Livres blancs sur la défense qui ont suivi : « Des différents emplois des forces armées chinoises », « Stratégie militaire de la Chine » (2015) et « La défense nationale de la Chine dans une nouvelle ère » (2019)

Les nouvelles missions historiques sont au cœur des trois objectifs militaires que la Chine considère comme prioritaires jusqu'en 2030. La première consiste à empêcher les forces étrangères d'accéder et de manœuvrer dans les première et deuxième chaînes d'îles de l'océan Pacifique occidental. Cela comprend les mers Jaune, de Chine orientale et de Chine méridionale, et encercle les archipels des Kouriles et des Ryukyu, les îles Bornéo, le Japon, Taïwan et les Philippines, et pénètre dans la mer des Philippines et le Pacifique Nord.

Le second est d'améliorer la fourniture par la Chine de biens publics mondiaux tels que le maintien de la paix, la lutte contre la piraterie et la réponse aux catastrophes, ce que l'APL appelle des « tâches diversifiées ». La Chine les a autrefois évitées, les considérant comme des manifestations ouvertes de la domination occidentale. Elle les considère désormais comme un moyen de se présenter comme une « grande puissance responsable » (zeren daguo, 责任大国).

La troisième consiste à protéger les intérêts et les capacités opérationnelles à l'étranger, tels que les infrastructures, l'énergie, les voies maritimes et les ressortissants chinois à l'étranger. L'utilisation des ressources militaires et civiles chinoises pour évacuer les citoyens chinois de pays comme l'Éthiopie, la Libye, le Soudan du Sud et le Soudan fait partie de cet objectif.

L'élargissement des engagements de la Chine en Afrique s'inscrit dans le cadre de ses ambitions mondiales. Lorsque le FOCAC a été lancé en 2000, la Chine n'avait pas de forces de maintien de la paix en Afrique et était très en retard par rapport aux États-Unis et à l'Europe en ce qui concerne la formation d'étudiants, de civils et de militaires africains. L'aide chinoise en matière de sécurité était inexistante et la Chine ne participait pas aux débats sur la sécurité en Afrique.

Aujourd'hui, le plus grand déploiement de l'APL à l'étranger se trouve en Afrique. Elle maintient des flottilles navales continues, a plus de troupes dans les missions des Nations unies que n'importe quel autre membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et, outre la France, forme plus d'étudiants africains. Elle forme également plus de professionnels africains civils, militaires et des forces de police.

Alors qu'il s'agissait à l'origine d'une initiative axée sur le commerce, le FOCAC a de plus en plus pris des dimensions militaires. Les quotas de formation militaire, les crédits pour les ventes militaires et le renforcement des capacités de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme proviennent des dotations du FOCAC. Le FOCAC accueille également des dialogues réguliers sur la sécurité, tels que le forum Chine-Afrique sur la paix et la sécurité et le forum Chine-Afrique sur la police et l'application de la loi. Elle gère un fonds pour la Force africaine en attente de l'Union africaine et promeut les normes de sécurité chinoises telles que l'Amorceur de sécurité globale.

L'implication croissante de l'APL dans le FOCAC témoigne de la militarisation de certains aspects de la politique africaine de la Chine. Il en va de même pour les autres mécanismes régionaux de la Chine, tels que le Forum sur la coopération sino-arabe (FCSA) et le Forum de la Chine et de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (Chine-CELAC), qui ont également développé des programmes militaires au fil du temps, modélisant ainsi le FOCAC.

EXPANSION CONSTANTE DES CAPACITÉS DE COMBAT DE L'APL EN AFRIQUE

Depuis 2000, les forces armées chinoises ont mené 19 exercices militaires, 44 escales navales et 276 échanges de hauts responsables de la défense en Afrique, comme le montre la base de données du Centre d'étude des affaires militaires chinoises de la National Defense University des États-Unis. Elle a également déployé 24 équipes médicales militaires et de conversion à la vie civile pour des rotations de 1 à 2 ans dans plus de 48 pays. Au départ, le contenu militaire des exercices de la Chine était faible, se concentrant sur la signalisation politique, la diplomatie militaire et l'orientation du paysage sécuritaire africain. « L'ange de la Paix », le premier exercice militaire de la Chine sur le continent, organisé en juin 2009 avec le Gabon dans le cadre d'une évacuation médicale humanitaire, illustre cette empreinte légère.

Les engagements se sont intensifiés en 2014 avec des exercices au Nigeria (mai), en Namibie (juin) et au Cameroun (juillet), axés sur la formation de la marine, la lutte contre la piraterie et les opérations de sauvetage. Chacun de ces événements s'est déroulé parallèlement aux escales du 16e Groupe de Tâche d'Escorte de la Marine de l'APL.

Les exercices militaires se sont ensuite succédé à un rythme plus soutenu. Un exemple est « Au-delà de 2014 », un exercice d'un mois en octobre 2014 entre les marines chinoises et tanzaniennes en haute mer. Plus de 100 marines de l'APL ont été déployés pour cet exercice, le plus important à l'époque.

Une autre étape de l'évolution a été l'exercice de quatre jours organisé par le 22e GTE de la marine de l'APL et la marine sud-africaine en mai 2016, axé sur la conduite des drills de guerre. La RPC a déployé le destroyer à missiles guidés de type 052 Qingdao, la frégate de type 054A Daqing et le navire de ravitaillement de type 903A Taihu pour ces exercices. L'Afrique du Sud a déployé la frégate SAS Amatola et le sous-marin SAS Manthatisi. C'était la quatrième fois que l'Afrique du Sud recevait un GTE de la marine de l'APL, mais c'était la première fois qu'il s'entraînait en mer. Pour en souligner l'importance, le commandant de la marine de l'APL de l'époque, l'amiral Wu Shengli, a assisté au drill en compagnie de son homologue.

La Chine a ouvert une base navale à Djibouti en 2017, ce qui constitue la prochaine étape de l'expansion de ses capacités expéditionnaires. Après avoir d'abord nié que son investissement dans un port civil serait modernisé à des fins militaires, les responsables chinois ont cherché à minimiser son importance militaire en citant leurs contributions au maintien de la paix, à la lutte contre le terrorisme et à la lutte contre la piraterie. Néanmoins, des termes tels que « projection de puissance » et « amélioration des opérations hors zone »

figurent en bonne place dans les descriptions officielles et non officielles de la base par les Chinois.

Le cycle d'entraînement 2018-2019 a été marqué par une régularité accrue des drills de l'APL, probablement en raison de l'amélioration de l'accès, de la proximité, de la planification et de la logistique qu'offre la nouvelle base de Djibouti. Rien qu'en 2018, l'APL a mené six exercices – son plus grand nombre en une seule année en Afrique – avec le Cameroun, le Gabon, le Ghana, le Nigeria (deux fois) et l'Afrique du Sud.

La Chine a également commencé à participer à d'autres exercices multinationaux. L'exercice « Eku Kugbe », organisé par le Nigeria en mai 2018, était axé sur la sécurité maritime dans le golfe de Guinée. La Chine a déployé la frégate de type 054 Yenchang pour rejoindre 12 navires de guerre nigériens et un navire du Cameroun, de la France, du Ghana et du Togo. L'exercice « Mosi », qui s'est déroulé en novembre 2019, a réuni pour la première fois la Chine, la Russie et l'Afrique du Sud pour des exercices de sécurité maritime. Il s'agissait notamment de tir de surface, d'atterrissages d'hélicoptères sur le pont, de sauvetage de navires détournés et de lutte contre les catastrophes. L'Afrique du Sud et la Chine ont déployé une frégate chacune. L'Afrique du Sud a également déployé des avions militaires et un navire de ravitaillement de la flotte, le SAS Drakensburg. La Russie a déployé un croiseur de classe Slava, le maréchal Ustinov, un pétrolier de haute mer et le remorqueur de sauvetage Vyazma.

Plus tard en 2019, 300 soldats de la 73e armée de groupe du commandement du théâtre oriental de l'APL sont arrivés au centre d'entraînement global de Tanzanie pour un exercice de 25 jours intitulé « Partenaires sincères 2019 ». Les forces terrestres tanzaniennes et chinoises ont participé à un exercice de tir réel, de recherche et de sauvetage de civils, de tactiques de véhicules aériens sans pilote, d'opérations de dynamitage, de recherche et de sauvetage en zone bâtie et d'une simulation de poste de commandement. Il s'agissait à l'époque du plus grand exercice de ce type de l'APL.

Ce rythme a repris en 2023 après une pause pendant le COVID. L'exercice « Mosi II », qui s'est déroulé en février au large de la côte sud de l'Afrique du Sud du KwaZulu-Natal, a coïncidé avec le premier anniversaire de la ré-invasion de l'Ukraine par la Russie. La Russie a déployé une frégate chargée de missiles hypersoniques Zircon, qui auraient été utilisés pour frapper la capitale ukrainienne, Kiev, ce mois-là.

« Au-delà de 2023 », le troisième exercice sino-tanzanien, a eu lieu en septembre, cette fois avec des groupes de travail mixtes chinois et tanzaniens et un commandement et un contrôle intégrés. En juin 2024, le 46e GTE de la marine de l'APL a participé à un exercice multinational de lutte contre la piraterie, organisé par le Nigeria, auquel ont participé 10 navires de guerre du Brésil et du Cameroun, ainsi que de la Chine et du Nigeria. Ces exercices s'inscrivent dans le prolongement des quatre exercices sino-nigériens organisés depuis 2014 (deux exercices bilatéraux et deux exercices multilatéraux).

Cette étude montre qu'une grande partie de l'infrastructure utilisée par la Chine pour étendre son empreinte militaire en Afrique a été construite au fil du temps. Les installations de la Tanzanie construites par la Chine, telles que la base navale de Kigamboni, la base

aérienne de Ngerengere et le centre de formation polyvalent de Mapinga, ont toutes accueilli des drills et des événements militaires de l'APL. Les ports construits par la Chine au Cameroun, au Ghana, en Namibie et au Nigeria ont accueilli des escales de la marine de l'APL avant des exercices conjoints, comme d'autres. Les exercices « Paix et Unité 2024 » de l'APL—les plus importants organisés par la Chine à ce jour reflètent également une évolution progressive, et non un départ soudain, de la militarisation de la politique africaine de la Chine.

PERSPECTIVES CHINOISES ET AFRICAINES

L'APL considère l'Afrique comme un tremplin pour les « opérations en haute mer » (yuan hai fangwei, 远海防卫). Le colonel supérieur (retraité) Zhou Bo, qui a commandé les missions anti-piraterie de l'APL en Afrique de 2009 à 2015, explique,

« Si vous me demandez à quel moment la marine de l'APL est devenue une marine de haute mer, je dirais que c'est à la fin de 2008, lorsque les flottilles de l'APL se sont rendues dans le golfe d'Aden pour des opérations de lutte contre la piraterie. Ce type de mission de combat, bien que contre des pirates [était] en réalité une sorte d'opération militaire que nous avons menée loin des côtes chinoises, et nous avons effectué des exercices sans relâche. Et cela continue. Après avoir terminé les missions dans le golfe d'Aden à chaque fois, soit environ trois mois, ces navires naviguaient autour du monde pour se familiariser avec des eaux inconnues, que ce soit dans l'océan Atlantique, dans la mer de Béring ou en Méditerranée. Il ne s'agit donc plus de missions de trois mois. Parfois, elle peut même durer 10 mois. C'est pourquoi nous progressons à notre manière, sans faire la guerre ».

La Chine profite de la faible priorité accordée à l'Afrique par les médias mondiaux et les grandes puissances. Cela a permis à l'APL de développer plus facilement son empreinte militaire en Afrique sans attirer l'attention.

La Chine tire également profit des distances de déploiement plus longues qu'impliquent ses engagements militaires accrus en Afrique. Cela lui a permis de pratiquer la projection de puissance et l'expérimentation, tout en offrant à l'APL une formation réaliste tirée de l'environnement sécuritaire complexe de l'Afrique.

Les gouvernements africains défendent leur décision de collaborer avec l'armée chinoise en invoquant les avantages d'un apprentissage auprès d'une APL qui se modernise rapidement. Les points de vue extérieurs au gouvernement sont plus critiques. Un commentateur kenyan a qualifié « Paix et Unité 2024 » de « plan secret des Chinois pour établir une base militaire en Tanzanie ». Un commentateur tanzanien a affirmé que l'influence militaire de la Chine en Tanzanie pourrait modifier la position de non-alignement de la Tanzanie, la rapprocher du camp géopolitique de la Chine et « loin de l'engagement [du mouvement des non-alignés] en faveur du désarmement et de la paix ».

UN PARADOXE GRANDISSANT POUR L'AFRIQUE

La stratégie militaire de la Chine en Afrique fait progresser l'objectif de la Chine de réaliser «le grand rajeunissement de la nation chinoise d'ici 2049». À cette fin, l'APL a pour mission de devenir une «force de classe mondiale» d'ici 2030, dotée des capacités de combat et de projection de puissance nécessaires à la défense des intérêts mondiaux croissants de la Chine et gagner les futures guerres plus près des eaux nationales. Alors que certains pays africains défendent la militarisation croissante de la Chine en invoquant le renforcement des capacités, d'autres s'inquiètent du fait que l'Afrique devrait mieux gérer ses partenariats militaires afin de ne pas mettre le continent au centre des rivalités géostratégiques que les gouvernements africains affirment vouloir éviter.